l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 14/03/2022

Notre solidarité avec le peuple ukrainien et l'hypocrisie de nos gouvernants

Tous les jours nous arrivent les images de ces quartiers dévastés des principales villes d'Ukraine. On compte aujourd'hui plus de deux millions de réfugiés. S'y ajoutent les déplacés de l'intérieur, fuyant les grandes villes pour rejoindre les régions non encore atteintes par la guerre. Ici, des gestes de solidarité envers le peuple ukrainien se sont multipliés ces derniers jours : manifestations contre la guerre, proposition d'accueil de réfugiés, collectes de secours à envoyer là-bas. On ne peut que s'en réjouir.

Mais quelle hypocrisie de nos gouvernants quand ils prétendent que c'est au nom de cette solidarité qu'ils vont nous faire payer un peu à nous aussi le prix de la guerre, coût de l'essence, hausse des budgets militaires !

L'hypocrisie du gouvernement

L'envolée des prix, les menaces de pénuries existaient déjà. Elles s'accentuent avec cette guerre en Ukraine qui aggrave la situation des travailleurs du monde entier, en particulier des Russes et surtout des Ukrainiens.

Ici, le litre d'essence qui dépasse désormais les deux euros n'est pas que le fruit de la guerre de Poutine. Il est celui de la guerre économique que se livrent les grandes puissances et leurs multinationales à cette occasion. S'y ajoute la spéculation des compagnies pétrolières par anticipation des pénuries et hausses de prix à venir.

Les 15 centimes promis par Castex ne compenseront pas l'augmentation des frais de transport. À côté, Bruno Le Maire a annoncé encore 22 milliards d'euros de soutien à l'économie, après les 100 milliards du plan de relance. Des cadeaux aux grandes entreprises, qui vont alimenter l'inflation sur le dos des travailleurs et des toutes petites entreprises, et dont il compte nous présenter la note.

Des sanctions contre-productives

Les politiciens de tous bords se réjouissent des sanctions économiques prises contre la Russie, quand ils ne proposent pas (Hollande, Jadot) d'en rajouter. Mais, plus que Poutine, c'est la population russe qui subit inflation et fermetures d'entreprises. Les « oligarques », eux, naviguent dans les paradis fiscaux et se rachèteront sans peine les yachts qu'on pourrait leur saisir.

Et si les sanctions ruinent la population russe, Poutine cherchera à s'en servir pour tenter de regrouper autour de lui, au nom du nationalisme d'un pays assiégé, et justifier sa politique guerrière.

La guerre économique sur le dos des peuples

Ces sanctions économiques n'arrêteront pas la guerre : elles sont la guerre économique que se livrent les grandes puissances et leurs trusts gaziers et pétroliers respectifs. Avec quelques intérêts divergents entre alliés occidentaux eux-mêmes : les USA tiennent à vendre leur gaz à la place du gaz russe ; pour les capitalistes allemands ou français, s'en priver n'est pas simple, et ils marchandent sur l'ampleur des sanctions à infliger.

En attendant, sans aucune honte, Bruno Le Maire nous recommande de baisser le chauffage en « solidarité ». Pendant que la guerre d'Ukraine et les sanctions occidentales accroissent les risques de pénuries et de famines dans des pays comme l'Égypte, le Liban ou la Tunisie, qui dépendent des importations de blé ukrainien ou russe.

Guerre à la guerre

S'il y a une vraie lutte contre cette guerre sanglante de Poutine, c'est la résistance du peuple ukrainien. Ce sont aussi les manifestations qui se déroulent en Russie des opposants à la guerre, malgré les interdictions, les persécutions et les milliers d'arrestations. Et les jeunes soldats russes du contingent, qu'on envoie tuer (et se faire tuer) en Ukraine, pourraient bien, demain, s'avérer plus sensibles au sort de leurs frères d'Ukraine qu'aux ordres de leurs officiers, entre deux peuples qui ont un long passé commun, partagent les mêmes conditions de vie et de misère, et ont souvent des liens familiaux directs. C'est à ces opposants-là à la guerre que va notre solidarité.

Troupes russes hors d'Ukraine !
Liberté pour les peuples, affranchis de toute domination extérieure !

Le 17 mars : dans la rue pour nos salaires !

Depuis des mois, face à l'augmentation du coût de la vie, les grèves se multiplient partout en France dans les entreprises sur la question des salaires. Dernièrement, ce sont les salariés des laboratoires Laborizon Bretagne ou de l'équipementier automobile Cooper Standard à Vitré qui ont entamé des grèves pour des hausses de salaire.

Les confédérations syndicales appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestations le jeudi 17 mars. C'est l'occasion de nous regrouper pour faire entendre nos exigences : 400 euros minimum d'augmentation pour tous, pas un salaire sous 1 800 euros !

À Besançon, manifestation à 10 heures 30 place de la Révolution

Le compte n'y est pas

La direction de l'hôpital a donc levé le plan blanc le 3 mars. Si le Covid était responsable d'une partie des absences, le manque chronique de personnel reste. Ainsi aux Cyprès, plusieurs arrêts, dont certains longs, ne sont pas remplacés puisque le CHN n'arrive pas à embaucher.

Les collègues travaillent sur repos et l'encadrement doit faire appel aux étudiants en soins infirmiers pour combler les manques. Des rustines sur un pneu crevé, c'est tout ce que la direction trouve à proposer.

Une autre rustine

La direction a donc lancé la procédure pour l'embauche cet été des enfants du personnel qui désireraient travailler. Mais les places sont chères, car la direction prévoit de ne prendre que quelques personnes. Pourtant l'an dernier des collègues, notamment ASH, n'ont pas pu avoir leur trois semaines consécutives faute de remplaçant.

Cette fois-ci la direction ne pourra pas se cacher derrière des motifs bidons pour aggraver encore nos conditions de travail.

La prévention de la violence passe par l'embauche de personnel

C'est devenu une mode à l'hôpital, plus les soins se dégradent, plus il y a des groupes de réflexion. Le nouveau venu est un groupe sur la gestion de la violence. Rappelons quand même qu'il y a quelques années, il y avait des stages de mise en contention, accouplés à un stage sur la parole. Celui-ci a disparu en chemin. Aujourd'hui, dans la prévention de la violence, tous les sujets sont abordés sauf celui du manque de personnel.

Car lorsqu'un patient va mal ou qu'il est en chambre d'isolement, un moyen de faire baisser la pression est la disponibilité du personnel soignant. Mais voilà, encore faut-il qu'il y en ait en nombre suffisant.

Castex nous pompe

Castex a annoncé qu'à partir du 1er avril, l'État financera quinze centimes par litre de carburant. Alors que le litre dépasse les deux euros, le compte n'y est pas ! D'autant que cette somme, remboursée par l'État aux distributeurs, sera payée par la population : les impôts et les taxes compenseront la dépense, estimée à deux milliards d'euros au total. Tout ça pendant que les pétroliers font des profits record, comme Total, qui a fait seize milliards de bénéfices en 2021 !

Mais à ceux-là, Castex demande juste de *« fournir aussi un effort de leur côté »*, il les implore de baisser les prix de… cinq centimes par litre !

Si le gouvernement est capable de contraindre les entreprises russes avec des sanctions, pourquoi ne pas forcer la main aux pétroliers comme Total et bloquer les prix des carburants ?

Un spectre hante la présidentielle

À la demande de Macron, la soirée électorale de lundi sur TF1 sera sans débat, les candidats monologuant chacun leur tour. Enfin… pas tous ! Les seuls issus du monde du travail, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, n'auront pas droit à la parole.

Les Macron et consorts restent traumatisés par le débat de 2017, durant lequel Philippe Poutou leur avait renvoyé à la figure leurs quatre vérités, exprimant le sentiment de millions de travailleurs.

Cette fois, Macron ne veut pas avoir à justifier sa politique au service des riches en face d'un ouvrier.

Arabie saoudite : la barbarie au quotidien

SPA, l'agence officielle d'information du pays, a annoncé que pour la seule journée du 12 mars, 81 personnes avaient été exécutées par décapitation. Elles étaient accusées de « terrorisme » et étaient supposées avoir projeté des attentats contre des lieux de culte, des bâtiments gouvernementaux, ainsi que *« des installations vitales pour l'économie du pays »*, c'est-à-dire des installations pétrolières. Certains des suppliciés étaient des rebelles Houthis faits prisonniers au Yémen.

Le royaume hachémite, qui, rappelons-le, jouit du soutien politique et militaire des États-Unis et de la France, est, avec la Chine et l'Iran, un des pays au monde où les exécutions capitales sont les plus fréquentes. Le visage monstrueux d'un régime soutenu par l'Occident.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/